



PRIVE , PUBLIC, TOUS UNIS DANS L'ACTION LE 29 JANVIER 2009

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus.

Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise.

Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité.

Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.

Pour surmonter la crise actuelle, c'est toute la donne qu'il faut changer, en redonnant aux salaires leur part légitime dans la production de la richesse nationale.

Les patrons et le gouvernement font aujourd'hui l'inverse, en accélérant les mesures qui ont amené la crise : casse des services publics, casse de la réglementation du temps de travail, casse des statuts collectifs, du droit protecteur du licenciement, , casse de la Sécurité Sociale, du Code du Travail, affaiblissement des salaires et des retraites au profit des rémunérations aléatoires...

Ce que nous devons demander, ce sont des salaires et des retraites qui permettent de vivre dignement : seules des augmentations générales massives pourront y parvenir.

Nous voulons **des métiers reconnus**, qui permettent d'évoluer dans le cadre de grilles de classification et qui soient soutenus par **une véritable formation professionnelle continue**, loin de la polyvalence imposée que nous connaissons aujourd'hui au sein de nos entreprises.

Nous devons **exiger la garantie de nos emplois**, qui ne doivent pas faire les frais de la crise économique.

La cause de la crise actuelle, ce ne sont pas les salaires trop élevés ou les statuts trop rigides, c'est même exactement le contraire, ce ne sont pas les salaires qui étranglent les PME, ce sont les banques et la spéculation financière.

Et, si le crédit est en crise, c'est parce que les salariés et les privés d'emploi ont dû y recourir pour compenser la faiblesse de leur pouvoir d'achat !

Aucune des mesures décidées jusqu'à présent pour sortir réellement de la crise ne fait preuve d'efficacité et elles ne sont pas non plus de nature à remettre en cause la politique et la stratégie antisociale des patrons. La poursuite du versement de milliards de dividendes aux actionnaires en est l'illustration.

Par contre, des milliers de salariés intérimaires ou en CDD se voient du jour au lendemain sans emploi. Pour d'autres, des semaines de congés payés ou RTT leur sont imposées ainsi que de longues périodes de chômage partiel avec une baisse conséquente des salaires.

De vastes plans de suppressions d'emplois sortent des tiroirs du patronat et la frénésie libérale ne peut continuer d'emmener la France au bord du gouffre social .



FACE A LA CRISE, L'URGENCE EST A LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS...

- Donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique;
- Améliorer le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions, réduire les inégalités ;
- Orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat avec une véritable relance par la consommation ;
- Avoir, une politique de développement de logement social à la hauteur de l'urgence ;
- Une protection sociale de haut niveau dans un cadre collectif et solidaire avec un droit à la retraite à taux plein dès 60 ans avec pour référence les 37,5 annuités de versement intégrant les périodes de stage, d'étude, d'activité professionnelle ou d'inactivité forcée (chômage, recherche d'un premier emploi,...) Oui, il faut garantir un niveau de pension au moins égal à 75 % du salaire pour une carrière complète et l'exigence d'un montant qui soit au moins égal au SMIC ;
- Des investissements ciblés, en particulier en matière d'infrastructures, d'équipements publics et de services publics, en favorisant la recherche, le développement, l'éducation et la formation ;
- Réglementer la sphère financière internationale et mettre un terme à toutes formes de spéculation.
- Remettre en cause La révision générale des politiques publiques (**RGPP**), n'est pas la rigueur des dépenses publiques, mais un coup de poignard contre les services publics.

Ils veulent tout éradiquer jusqu'au souvenir des conquêtes sociales de 1936, du Programme du Conseil National de la Résistance, de 1968, et des luttes menées par des milliers d'entre nous pour vivre mieux tout simplement.

SALARIES, RETRAITES, CHÔMEURS, USAGERS et CITOYENS nous devons nous mobiliser face aux attaques sans précédent sur nos acquis sociaux.

Le patronat et le gouvernement ne veulent pas entendre le mécontentement, la colère et les exigences qui montent.

C'est à partir de ces réalités que la CGT appelle l'ensemble des salariés du privé et du public, les retraités, les demandeurs d'emploi à développer l'action la plus large possible sur leurs revendications essentielles, des salaires, de l'emploi, des conditions de travail, des libertés syndicales.

**L'UNION LOCALE CGT DES CANTONS DU ROANNAIS
APPELLE LES SALARIÉS A LA GRÈVE
JEUDI 29 JANVIER 2009**

⇒ RASSEMBLEMENT 10H30 BOURSE DU TRAVAIL

⇒ MANIFESTATION JUSQU'À LA MAIRIE DE ROANNE

LA CRISE SOCIALE, C'EST EUX ! LA SOLUTION, C'EST NOUS TOUS !